

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes Associés

Sébastien GUILLAUME

Pascale DUCLERMORTIER

Aline MILLE

Perrine MOZET

Experts-Comptables Associés

Bastien JEANPIERRE

Stéphane MAYET

Iris REZARD

**ASSOCIATION DES CITES EN CHAMPAGNE
DE PREVENTION
"A.C.C.P."**

14 rue Pasteur
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

ASSOCIATION DES CITES EN CHAMPAGNE DE PREVENTION

"A.C.C.P."

14 rue Pasteur
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association des Cités en Champagne de Prévention relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

A Châlons-en-Champagne, le 26 mai 2025

FCN

Commissaire aux comptes



Sébastien GUILLAUME
Associé

ANNEXE

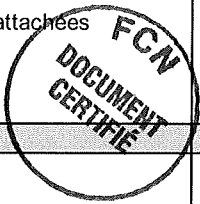
DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

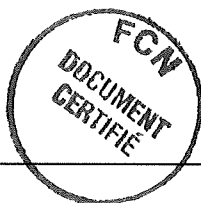
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan au 31/12/2024

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 284	1032	252	472
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	3 758	3 734	24	174
Immobilisations corporelles en cours	35 104	35 104	0	0
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières :				
Participations et Créances rattachées	55 009		55 009	53 371
Autres titres immobilisés	0		0	167
Prêts	0		0	70
Autres	0		0	
Total I	95 155	39 870	55 285	54 254
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 272		4 272	18 289
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 862		3 862	4 194
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	352 953		352 953	316 348
Charges constatées d'avance	3 884		3 884	3 978
Total II	364 971		364 971	342 809
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	460 126	39 870	420 256	397 063

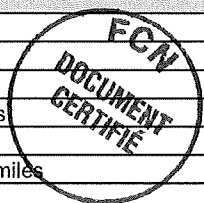


PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	181 309	211 123
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	4 746	-29 815
Situation nette (sous total)	186 055	181 308
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	186 055	181 308
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	85 195	72 227
Total III	85 195	72 227
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 993	12 047
<i>Dettes des legs ou dotations</i>		
Dettes fiscales et sociales	84 970	99 602
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	19 365	25 411
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	29 677	6 468
Total IV	149 005	143 528
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	420 256	397 063

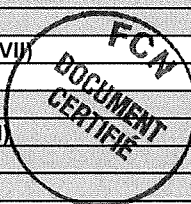


Compte de résultat au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
Produits d'exploitation		
Cotisations	62	62
Vente de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	62 806	72 726
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	748 303	764 482
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommables		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vies		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	9 401	53 888
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Total I	820 572	891 158
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	18 377	29 755
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	141 644	143 851
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	28 427	35 168
Salaires et traitements	444 763	517 863
Charges sociales	164 922	190 124
Dotations aux amortissements et dépréciations	370	760
Dotations aux provisions	12 968	0
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	7 430	7 081
Total II	818 901	924 603



COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 671	-33 445
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 621	3 395
Reprises sur provisions et dépréciations, transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	3 621	3 395
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	75	0
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	75	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	3 546	3 395
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	5 217	-30 050
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion	258	311
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	258	311
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	721	70
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Total VI	721	70
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-463	241
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	9	6
Total des produits (I + III + V)	824 451	894 864
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	819 706	924 679
EXCEDENT OU DEFICIT	4 746	-29 815
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	-2 261	-2 090
Bénévolat		
TOTAL	-2 261	-2 090
CHARGES DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	2 261	2 090
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	2 261	2 090

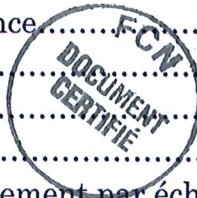


Annexes

Ce rapport contient 8 pages.

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
1. Faits majeurs de l'exercice.....	16
1.1. Objet de l'Association.....	16
1.2. Evénements principaux de l'exercice.....	16
1.3. Principes, règles et méthodes comptables.....	17
 2. Informations relatives au bilan.....	 17
2.1. Bilan actif.....	17
2.1.1. Immobilisations. Mouvements principaux.....	17
2.1.2. Immobilisations. Amortissements pour dépréciation...	17
2.1.3. Actif circulant – Classement par échéance.....	17
2.1.4. Produits à recevoir.....	18
2.1.5. Charges constatées d'avance.....	18
2.2. Bilan passif.....	18
2.2.1. Fonds associatifs.....	18
2.2.2. Provisions pour charges.....	19
2.2.3. Dettes financières – Classement par échéance.....	19
2.2.4. Produits constatés d'avance.....	19
2.3. Engagements.....	19
2.4. Contributions volontaires en nature.....	19
 3. Tableau des immobilisations	 20



1. Faits majeurs de l'exercice

1.1. Objet de l'Association

L'intervention de « L'Association » a pour objectifs :

1. d'assurer une présence sociale de rue dans les quartiers définis,
2. de mener une action socio-éducative individuelle en recherchant, pour les mineurs, la responsabilité de leurs parents. L'intervention auprès des jeunes peut éventuellement reposer en partie sur des actions collectives de type atelier ou chantier éducatif,
3. d'apporter son concours à la mise en place de réponses d'animation sociale primaire adaptée et de qualité.

L'équipe est constituée d'un directeur (1ETP), une secrétaire (1 ETP), une comptable (0,8 ETP), 8 éducateurs (8 ETP), 1 encadrant technique (1 ETP).

Sur chaque site d'intervention, les éducateurs interviennent dans la rue ou dans les locaux existants sur le quartier et si besoin, par le biais de permanences. Cette présence permet aux éducateurs d'être identifiés mais aussi de partager la vie du quartier au quotidien.

1.2. Evénements principaux de l'exercice

Nous noterons :

- Un maintien de notre dotation de fonctionnement à hauteur de 732 000 €, soit 366 000 € par collectivité (département de la Marne et Châlons Agglo) ; un exercice excédentaire de 4 746, 26 €, s'expliquant principalement par :
 - Une baisse manifeste de notre masse salariale (compte 64110 ; personnels sous contrat / - 9,3 %) à la suite d'un licenciement pour inaptitude (compte 64120) au 02 janvier 2024, poste qui ne fut pas remplacé durant la totalité de l'exercice 2024.

En outre, à la suite de l'accord du 4 juin 2024 relatif à l'extension du Ségur dans le cadre de la politique salariale en lien avec la négociation sur la CCUE dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, les salariés qui n'étaient pas encore bénéficiaires de la mesure « Ségur / Laforcade / Conférence des métiers » ont bénéficié à compter du 1er janvier 2024 d'une indemnité de 238 euros bruts par mois sans compensation particulière de financement.

- Une baisse de l'activité des actions collectives et des chantiers éducatifs (comptes 60633 ; 6211 ; 65) liée au non-remplacement du poste d'éducateur

licencié en janvier 2024 et à l'inscription de projets sur un calendrier scolaire et non civil.

- Des achats de fluides en hausse, répercutions du contexte national et international sur les marchés de l'énergie (comptes 60612 et 60613).
- Une augmentation significative du compte 62811 en lien avec l'exploitation de la base d'évaluation répondant aux obligations RGPD sur l'exercice complet.
- Une provision des congés payés de 45 153 € en 2024 contre 55 009 € en 2023 soit une baisse de 9 856 € (compte 64120) et des charges sociales congés payés négatives de 4 928 € (compte 64 515) conformément à l'évolution des postes occupés.
- Une perte sur créances irrécouvrables de 3 405,08 € liée aux chantiers éducatifs, négociée sur l'exercice 2025 par un engagement supérieur de notre partenaire dans le financement de projet.
- Une absence de financement de projets dans le cadre du FIPDR par suite d'un désengagement unilatéral de l'état fin 2024 et ceci malgré une réponse positive aux demandes déposées (« chantiers éducatifs », « on t'escort sur les réseaux »).
- Une subvention de 6 170 € de la DGFIP 57 (compte 741991) dans le cadre d'un projet partenarial avec les services locaux de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.
- Une baisse des arrêts maladie de 61,32 % (compte 791242). Le cumul des arrêts maladie s'élève à 2,5 mois en 2024 contre 11,5 mois en 2023.
- Un engagement retraite au 31/12/2024 en hausse (compte 68151 ; 12 967 €) afin de reconstituer la provision IFC, induisant une absence de reprise de provisions (compte 78151).



1.3.Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation française en vigueur, résultat des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).


2. Informations relatives au bilan

2.1.Bilan actif

2.1.1. Immobilisations corporelles. Mouvements principaux.

- Il a été procédé à un inventaire au 31/12/24.

2.1.2. Immobilisations corporelles. Amortissements pour dépréciation.



Type	Mode	Durée
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 et 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 et 5 ans
Concessions brevets	Linéaire	5 ans

2.1.3. Actif circulant – Classement par échéance

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

2.1.4. Produits à recevoir

La totalité de la subvention de fonctionnement du Département et de Châlons Agglo est perçue au 31 Décembre 2024.

Produits à recevoir	Montant
60623 – Remboursement CE (café)	166,70
791242 – Indemnités journalières	1 642,42
Total	1 809,12

2.1.5. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance au 31 décembre 2024 concernent des charges d'exploitation pour un montant de 3 884,28 € (abonnements, maintenances, assurances – cautions mobilières).

**2.2. Bilan passif****2.2.1. Fonds associatifs**

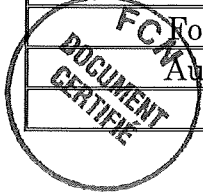
Position en début d'exercice	211 123,27
Résultat 2023	- 29 814,70
Position en fin d'exercice	181 308,57

2.2.2. Provisions pour charges

Indemnités de Fin de Carrière (I.F.C) :

Les engagements retraite concernant l'ensemble du personnel ont été évalués à 85 195,17 € au 31/12/2024 (application de la CCNT du 15 mars 1966) contre 72 227,18 € au 31/12/2023, soit une dotation pour 2024 de 12 967,99 €.

2.2.3. Dettes financières – Classement par échéance



Rubriques	Total	A 1 an au plus
Fournisseurs non parvenus	6 362,38	6 362,38
Fournisseurs	8 630,97	8 630,97
Autres dettes	19 365,47	19 365,47
	34 358,82	34 358,82

2.2.4. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance au 31 décembre 2024 concernent des produits d'exploitation pour un montant de 29 676,89 €, soit :

Produits constatés d'avance	Montant
741843 – Subv. Contrat ville part Etat Projet « Le Sport dans tous ses états 2 »	6 750,00
741842 – Subv. Contrat ville part Châlons Agglo Projet « Le Sport dans tous ses états 2 »	3 325,00
741841 - Subv. Contrat ville part Ville Projet « Le Sport dans tous ses états 2 »	781,38
741842 - Subv. Contrat ville part Châlons Agglo Projet « On t'escort sur les réseaux »	1 570,10
7418 - Subv. Cité Educative Projet « On t'escort sur les réseaux »	5 430,00
7412 - Subv. CAF Projet « On t'escort sur les réseaux »	1 918,95
741844 - Subv. DRDFE Projet « On t'escort sur les réseaux »	1 500,00
741843 – Subv. Etat Projet « Prévention primaire »	5 000,00
741842 - Subv. Contrat ville part Châlons Agglo Projet « Prévention primaire »	1 820,00
741841 - Subv. Contrat ville part Ville Projet « Prévention primaire »	451,46
741991 – DGFIP57	1 130,00
Total	29 676,89

2.3. Engagements

L'ACCP bénéficie de la mise à disposition de 2 garages (RIC) situés boulevard Kennedy à Châlons-en-Champagne.

2.4. Contributions volontaires en nature

L'ACCP a bénéficié en 2024 de mises à disposition gratuites de locaux, véhicules et/ou matériel suivants : Ville de Châlons-en-Champagne pour un montant évalué à 2 261,00 €.



Tableau des immobilisations

Date achat	Type de matériel	Taux	Durée (en mois)	Valeur origine	Amort. antérieurs	Annuités période	Amort. à la clôture	Valeur résiduelle
2051	Concessions brevets							
09/03/1999	EBP Logiciel Windows	1	12	183,85	183,85	0,00	183,85	0,00
23/02/2021	Logo	0,20	60	1100,00	628,22	220,00	848,22	251,78
	Total			1283,85	812,07	220,00	1032,07	
2154	Matériel et outillage							
03/06/2003	Climatiseur mobile	0,33	36	349,00	349,00	0,00	349,00	0,00
13/07/2006	Echafaudage aluminium	0,20	60	662,00	662,00	0,00	662,00	0,00
04/08/2006	Réhausse échafaudage	0,20	60	295,00	295,00	0,00	295,00	0,00
04/03/2010	Scie à onglets électrique Swood	0,20	60	189,00	189,00	0,00	189,00	0,00
10/04/2014	Appareil photo Nikon	0,33	36	199,00	199,00	0,00	199,00	0,00
26/09/2014	Echaffaudage	0,20	60	199,00	199,00	0,00	199,00	0,00
30/04/2018	Matériel aménagement nouveau local	0,20	60	966,33	966,33	0,00	966,33	0,00
27/06/2018	Visseuse	0,20	60	149,90	149,90	0,00	149,90	0,00
29/02/2020	Echaffaudage	0,20	60	749,00	575,07	149,80	724,87	24,13
	Total			3758,23	3584,30	149,80	3734,10	
2181	Agencements install. Aménagement							
30/04/2018	Personnel intérimaire aménagement nouveau local	0,20	60	4720,00	4720,00	0,00	4720,00	0,00
	Total			4720,00	4720,00	0,00	4720,00	
2182	Matériel de transport							
27/03/2019	Renault Master	0,33	36	18880,00	18880,00	0,00	18880,00	0,00
	Total			18880,00	18880,00	0,00	18880,00	
2183	Matériel de bureau et informatique							
01/04/1987	Armoire haute	0,33	36	136,12	136,12	0,00	136,12	0,00
01/04/1987	Armoire basse	0,33	36	143,48	143,48	0,00	143,48	0,00
20/12/2001	3 Plateaux voile de fond bureau 160x80	0,20	60	517,89	517,89	0,00	517,89	0,00
20/12/2001	2 Plateaux voile de fond bureau 140	0,20	60	280,50	280,50	0,00	280,50	0,00
20/12/2001	2 Armoires HT170xL80xP42	0,20	60	681,18	681,18	0,00	681,18	0,00
20/12/2001	2 Plateaux voile de fond bureau 80 comptoir	0,20	60	200,86	200,86	0,00	200,86	0,00
20/12/2001	2 Plans jonction comptoir av pied	0,20	60	329,50	329,50	0,00	329,50	0,00
20/12/2001	Rehausse jonction comptoir	0,20	60	120,99	120,99	0,00	120,99	0,00
20/12/2001	2 Rehausse comptoir 80	0,20	60	180,72	180,72	0,00	180,72	0,00
20/12/2001	Armoire haut1050 gris anthracite	0,20	60	353,72	353,72	0,00	353,72	0,00
20/12/2001	3 Armoires haute anthracite 4 tablettes	0,20	60	1252,59	1252,59	0,00	1252,59	0,00
20/12/2001	Bureau direction plateau et voile de fond	0,20	60	190,35	190,35	0,00	190,35	0,00
20/12/2001	Retour bureau direction 177	0,20	60	145,28	145,28	0,00	145,28	0,00
20/12/2001	Porte manteaux PMKYO	0,20	60	142,22	142,22	0,00	142,22	0,00
20/12/2001	2 Plateaux et voile de fond bureau 120	0,20	60	259,50	259,50	0,00	259,50	0,00
20/12/2001	Plateau voile de fond bureau 80	0,20	60	100,43	100,43	0,00	100,43	0,00
20/12/2001	Coffre tiroir dossiers suspendus	0,20	60	220,55	220,55	0,00	220,55	0,00
20/12/2001	2 Tables bureau 210x1080 MDF 80	0,20	60	1086,68	1086,68	0,00	1086,68	0,00
20/12/2001	Bibliothèque vitrine portes basses pleines	0,20	60	417,53	417,53	0,00	417,53	0,00
20/12/2001	Elément rangement porte pleine 600 x 1860	0,20	60	308,14	308,14	0,00	308,14	0,00
20/12/2001	Lampe déco	0,20	60	140,39	140,39	0,00	140,39	0,00
20/12/2001	Caisson 2 tiroirs à roulettes 1 DS	0,20	60	235,20	235,20	0,00	235,20	0,00
20/12/2001	Retour bureau avec 1 tablette info	0,20	60	215,15	215,15	0,00	215,15	0,00
20/12/2001	Support roulant anthracite UC	0,20	60	169,57	169,57	0,00	169,57	0,00
31/01/2003	Table bureau accueil	0,20	60	537,13	537,13	0,00	537,13	0,00
14/04/2010	Téléphones E diatonis Orange	0,20	60	2372,42	2372,42	0,00	2372,42	0,00
31/03/2016	Destructeur de documents	0,33	36	766,24	766,24	0,00	766,24	0,00
	Total			11504,33	11504,33	0,00	11504,33	
	TOTAL GENERAL			40146,41	39500,70	369,80	39870,50	



**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

ASSOCIATION DES CITES EN CHAMPAGNE DE PREVENTION

"A.C.C.P."

14 rue Pasteur
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Convention n° 1 – Prestations réalisées par l'A.C.C.P. pour Musiques sur la Ville

➤ **Administrateur concerné :**

Madame Dominique DETERM, Secrétaire du conseil d'administration de l'Association des Cités en Champagne de Prévention, et Membre du conseil d'administration de Musiques sur la Ville.

➤ **Modalités :**

Dans le cadre des chantiers éducatifs et citoyens, l'A.C.C.P. a réalisé des prestations pour Musiques sur la Ville pour un total de 12 494 € TTC pour l'exercice 2024.

Convention n° 2 – Prestations réalisées par l'A.C.C.P. pour Partage Travail 51

- Administrateur concerné :
Karine PAROISSIEN, Membre du conseil d'administration de l'ACCP, du conseil d'administration de Partage travail 51.
- Modalités :
Dans le cadre des chantiers citoyens, l'A.C.C.P. a réalisé des prestations pour Partage Travail 51 pour un total de 57 394 € TTC pour l'exercice 2024.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 26 mai 2025

FCN

Commissaire aux comptes



Sébastien GUILLAUME
Associé